



Envoyé en préfecture le 05/10/2023

Reçu en préfecture le 05/10/2023

Publié le

ID : 038-213805153-20231004-20231034-DE

Extrait du registre des délibérations
Conseil Municipal de la commune de TREPT

**Délibération
N° 2023-10-34**

Prescription de la mise en œuvre de la déclaration de projet n°2
emportant mise en compatibilité du PLU de Trept

Nombre de conseillers
en exercice : 19

Présents : 15

Pouvoirs : 4

Votants pour : 19

Votants contre :

Abstentions :

L'an deux mil vingt-trois, le 4 octobre à dix-neuf heures le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par la loi sous la présidence de Eric MOREL, Maire,

Date de la convocation : 29 septembre 2023

Présents : Eric Morel, Serge Roybin, Martine Bert, Martine Grandjean, Marc David, Karine Guillot, Sylvia Saubin, Josiane Vendeville, Bruno Mugnier, Christelle Berger, Gilles Wegscheider, Xavier Fournet, Gérald Wieland, Chantal Bertrand, Delphine Auclair.

Pouvoirs :

Patrick Dambonville donne pouvoir à Eric Morel
Jean-François Varao donne pouvoir à Marc David
Céline Marrou donne pouvoir à Martine Grandjean
Christophe Pirodon donne pouvoir à Xavier Fournet

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
ISERE

Madame Christelle Berger a été nommée secrétaire de séance

Rapporteur : Karine Guillot

La commune achève une négociation avec le SDIS de l'Isère concernant le redéploiement de la caserne des pompiers, actuellement dans le centre-bourg, sur un foncier agricole jouxtant la ZA de Courné. Le projet de construction de cette nouvelle caserne des pompiers porte en effet sur un foncier agricole détenu par la commune.

La localisation du site d'assiette de ce projet, en zone A du PLU en vigueur, est incompatible avec les vocations autorisées dans le règlement de la zone. Une évolution rapide du règlement graphique est ainsi nécessaire pour permettre la construction de cette infrastructure d'intérêt général desservant plusieurs communes.

Au titre de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme, modifier le règlement (écrit ou graphique) de la zone A, pour l'adapter au projet souhaité, impliquerait à minima de « réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière », ce qui impliquerait le recours à une révision du PLU et non à une modification (de droit commun ou simplifiée).

La révision générale en cours du PLU, venant de débiter, devrait être approuvée et applicable pour notre territoire fin 2025. Or, ce calendrier n'est pas adapté aux besoins du SDIS qui achève actuellement ses études avec son maître d'œuvre, et espère que le lancement de la construction de la nouvelle caserne soit opérant en 2024.

Par ailleurs, les dispositions du PLU de la commune peuvent faire l'objet "d'une mise en compatibilité avec une opération d'utilité publique ou d'intérêt général" (art. L.153-4 du code de l'urbanisme), dès lors que l'opération envisagée fait l'objet d'une déclaration de

projet ayant pour objectif de faire re
projet.

Compte tenu de l'intérêt général que représente le projet de construction de cette nouvelle caserne des pompiers (restant à être justifié dans le montage du dossier) à l'échelle intercommunale, la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme apparaît donc adaptée pour reclasser une partie de la zone agricole, correspondant aux stricts besoins du projet, dans un zonage accompagné d'un règlement écrit permettant la réalisation de ce projet.

**Le conseil municipal,
après avoir délibéré,**

DECIDE de prescrire la mise en œuvre de la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLU

AUTORISE le maire à prendre un arrêté visant à engager la procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLU.

Ainsi fait et délibéré,

La secrétaire de séance

Christelle BERGER



Le Maire,

Eric MOREL

